

La science et le privé : le risque du greenwashing et des opérations d'influence

Proposition d'amendement au thème 3 présenté par la section scientifique sciences de l'univers et les rédacteurs, rédactrices du thème 3

Comme le rappelle le comité d'éthique du CNRS (COMETS) dans son avis « [Intégrer les enjeux environnementaux à la conduite de la recherche – Une responsabilité éthique](#) », notre communauté a la responsabilité de s'interroger sur la finalité de ses recherches.

Si certains collègues impliqués dans des partenariats ou des collaborations qui pourraient être éthiquement discutables ont pu bifurquer en changeant de thématique de recherche, comme le souligne le Comité d'éthique en commun (INRAE-Cirad-Ifremer-IRD) dans [son avis n°15](#), ce n'est pas donné à tout le monde. Le financement public de la recherche par appel à projets contraint les thématiques politiquement et les partenariats avec le privé les enferment dans les objectifs de l'entreprise. La plupart des personnels ne sont pas maîtres des rapprochements institutionnels de leur organismes et sont attachés à leur thématique de recherche. Enfin, nombre de collègues subissent la tension qui peut exister entre les impacts environnementaux de leur champ disciplinaire et leurs aspirations à une recherche respectueuse des enjeux environnementaux.

Intégrer les enjeux environnementaux dans la recherche ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les partenariats avec les compagnies du secteur privé. L'extraction des énergies fossiles ou l'agro-industrie sont des secteurs majeurs des crises environnementales. Or les entreprises concernées orientent leur communication pour apparaître comme vertueuses du point de vue environnemental. Celles-ci utilisent le partenariat avec les acteurs de la recherche scientifique comme élément de communication et comme caution, comme l'illustre l'exemple emblématique décrit ci-dessous.

TotalEnergies est le premier partenaire industriel du CNRS (principal grand compte partenaire sur la période 2019-2022 pour un montant de 26491 k€) avec qui il partage une quinzaine de laboratoires communs. En tant que scientifiques, nous pouvons légitimement nous interroger sur la pertinence d'un tel partenariat et du risque pour la recherche publique d'être instrumentalisée dans des opérations qui s'apparentent à du greenwashing. Les débats de la [Commission sénatoriale d'enquête sur les obligations de TotalEnergies](#) montrent comment cette compagnie communique sur ses investissements « verts », dont ceux en matière de recherche, alors qu'elle investit massivement dans les énergies fossiles, en contradiction avec l'accord de Paris et à rebours des recommandations du GIEC (selon l'Agence internationale de l'Énergie, [plus aucun nouveau projet fossile ne devrait être initié pour atteindre le zéro émission nette à l'horizon 2050](#)). À l'image de ses nouveaux projets [Eacop et Tilenga](#), ces nouveaux investissements ont des impacts immédiats considérables, sociaux et environnementaux.

Le secteur se défend en invoquant qu'il répond à la demande de produits fossiles et donc à un besoin ([Audition du PDG de TotalEnergies](#)). Cette position est, en elle-même, un aveu que les impacts environnementaux pèsent peu sur la stratégie des majors des énergies fossiles : répondre à une demande toujours trop importante retarde d'autant la transition énergétique nécessaire à la réduction des émissions de GES.

Une [récente enquête du quotidien Le Monde](#) a montré comment TotalEnergies utilise sa puissance financière pour investir dans les laboratoires, les universités et les grandes écoles. Ainsi, TotalEnergies renforce sa présence dans les universités et les laboratoires de recherche à travers divers moyens de lobbying et de partenariat : partenariats scientifique, financement de diplôme et de thèses. Le moyen

le plus emblématique, révélé par Le Monde, est l'association Total Professeurs Associés (TPA) qui mobilise des retraités et employés de TotalEnergies pour donner des cours bénévoles dans les établissements d'enseignement supérieur. Chaque année, ces "profs Total" interviennent auprès de 10 000 étudiants dans 610 institutions à travers le monde, principalement dans les écoles d'ingénieurs en France, leur donnant le pouvoir d'intervenir dans la formation des futurs cadres.

Forte de leur puissance financière TotalEnergies possède un pouvoir direct sur un ensemble de laboratoires et d'établissements d'enseignement lui permettant de peser sur les thématiques de recherche mais aussi d'influencer les étudiants en transmettant leur vision des questions environnementales. L'entrisme de TotalEnergies suscite une grande inquiétude de l'influence de l'entreprise dans le milieu académique, notamment en raison des risques de dépendance financière à l'heure où l'État se désengage de l'Enseignement Supérieur et pousse les établissements à se tourner vers des partenariats privés.

Il devient urgent de créer un cadre et des garde-fous pour réguler les partenariats avec le secteur privé assurant la plus grande transparence et interdisant leur ingérence dans la recherche publique et l'enseignement. À cet égard, [l'avis n°15 du comité d'éthique en commun](#) propose des pistes concrètes qui pourrait servir de base à une réflexion du SNCS-FSU.

Liens utiles :

Avis du COMETS n°2022-43 approuvé le 5 décembre 2022 : <https://comite-ethique.cnrs.fr/avis-du-comets-integrer-les-enjeux-environnementaux-a-la-conduite-de-la-recherche-une-responsabilite-ethique/>

Avis n°15 du comité éthique en commun INRAE-Cirad-Ifremer-IRD approuvé le 25 septembre 2023 : <https://www.ethique-en-commun.org/Nos-avis/Avis-N-15-Quels-droits-et-devoirs-pour-les-scientifiques-et-leurs-institutions-face-a-l-urgence-environnementale>

Page de la commission d'enquête sénatoriale sur les moyens mobilisés et mobilisables par l'État pour assurer la prise en compte et le respect par le groupe TotalEnergies des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/structures-temporaires/commissions-denquete/obligations-climatiques-totalenergies.html#c75384>

Rapport de l'agence internationale de l'énergie sur la feuille de route permettant de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C : <https://www.iea.org/reports/net-zero-roadmap-a-global-pathway-to-keep-the-15-0c-goal-in-reach>

Article du Monde « [TotalEnergies et l'enseignement supérieur](#) » : https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/05/24/des-universites-aux-laboratoires-de-recherche-comment-totalenergies-construit-son-influence-sur-les-campus_6235201_4401467.html